

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 juillet 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>80</b>	<b>59</b>	<b>9</b>

N° de séance : 12

Objet de la délibération : Concession de Service Public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio - Protocole de fin de contrat

**N° d'enregistrement : CC.2022.125**

Date de convocation :  
**05 juillet 2022**

Date d'affichage

**18 JUL. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**18 JUL. 2022**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCCELLI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI, Eric CHALVIN à Catherine LANZA, Marie-Rose BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Thérèse DARTOIS à Lionnel LUCA, Bernard GARNIER à Joseph CESARO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Xavier WIIK à Jacques GENTE

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Georges VAZIA, Marguerite BLAZY, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Marinette LANGLAIS, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur CESARO,**

**VU** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « loi Grenelle II »,

**VU** la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, dite « loi WARSMANN » et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur,

**VU** la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes, dite « loi BROTTES », telle qu'interprétée par la QPC n°2015-470 du 29 mai 2015,

**VU** la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, dite « loi HAMON »,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale pour la République, dite « loi NOTRe »,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** la décision de la Haute Assemblée du Conseil d'Etat, en date du 21 décembre 2012, « Commune de Douai », n° de requête 342788,

**VU** la décision du Conseil d'Etat, en date du 16 mai 2022, Commune de Nîmes c/ Société Culturespaces, n° de requête 459904,

**VU** les statuts de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (C.A.S.A) en date du 23 octobre 2020,

**VU** la délibération n° CC.2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A de la compétence obligatoire « Eau potable » telle que prévue par l'article L.5216-5-I°-8° du CGCT, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

**VU** la délibération n°2019-06-07 en date du 25 juin 2019 du Conseil Municipal de la commune d'Opio actant le transfert de la compétence « Eau potable » à la C.A.S.A,

**VU** le contrat de délégation par affermage du service public d'Eau potable, conclu entre la Commune d'Opio et la société Lyonnaise des Eaux France aujourd'hui SAS SUEZ EAUX FRANCE, en date du 18 octobre 2007, dans lequel la Commune délègue à la société le soin d'assurer la gestion du service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio, pour une durée initiale de douze (12) ans,

**VU** les avenants successifs audit contrat d'affermage en date des 26 août 2008, 11 mai 2009, 20 décembre 2012, 9 octobre 2015, 29 août 2016, 29 décembre 2017, 30 septembre 2019, 20 décembre 2019, 25 septembre 2020 et 12 mai 2021,



**VU** les rapports annuels du délégataire transmis successivement par le délégataire à la Commune d'Opio puis à la C.A.S.A, depuis 2007,

**CONSIDERANT** que par contrat de délégation par affermage du service d'Eau potable, en date du 18 octobre 2007, la Commune d'Opio a confié la gestion de son service de distribution d'eau potable à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue SUEZ Eaux France,

**CONSIDERANT** que, depuis le début du contrat, dix (10) avenants ont été approuvés, dont les caractéristiques sont détaillées ci-après :

- Avenant n°1 en date du 26 août 2008, qui a eu pour objet de créer un tarif agricole,
- Avenant n°2 en date du 11 mai 2009, qui a eu pour objet de mettre à la charge du délégataire un programme de travaux concessifs complémentaires,
- Avenant n°3 en date du 20 décembre 2012, qui a eu pour objet l'instauration de tranches tarifaires sur la partie proportionnelle, la mise en œuvre de la réforme de la réglementation visant la prévention des dommages causés aux réseaux lors de travaux ainsi que la mise en place d'une plateforme d'échanges avec la collectivité,
- Avenant n°4 en date du 9 octobre 2015, qui a eu pour objet d'acter la fin du programme de travaux concessifs,
- Avenant n°5 en date du 29 août 2016, qui a eu pour objet de prendre en compte, dans l'économie contractuelle, les impacts induits par les dispositions législatives des lois dites WARSMANN, BROTTES et HAMON,
- Avenant n°6 en date du 29 décembre 2017, qui a eu pour objet de répercuter les nouveaux tarifs d'achat d'eau, le déploiement d'un système complet de télé relève ainsi qu'une solution logicielle « Aquadvanced », et de revoir la formule d'actualisation des tarifs,
- Avenant n°7 en date du 30 septembre 2019, qui a eu pour objet de proroger la durée contractuelle jusqu'au 31 décembre 2020, ainsi que le bilan des engagements de renouvellement, la réalisation et le financement des travaux de renouvellement, la modification des conditions d'achat d'eau, les modifications de la formule d'actualisation ainsi que la modification de la tarification,
- Avenant n°8 en date du 20 décembre 2019, qui a eu pour objet le transfert du contrat de la commune d'Opio à la C.A.S.A à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- Avenant n°9 en date du 25 septembre 2020, qui a eu pour objet de proroger la durée contractuelle jusqu'au 30 juin 2021,
- Avenant n°10 en date du 12 mai 2021, qui a eu pour objet de proroger la durée contractuelle jusqu'au 31 août 2021 et de prendre en compte les incidences tarifaires découlant de cette prorogation.

**CONSIDERANT** que le contrat de délégation d'affermage du service d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio, intervenant entre la C.A.S.A et la SAS SUEZ Eaux France est arrivé à échéance,

**CONSIDERANT** que la C.A.S.A, afin d'assurer le renouvellement de ce contrat, a lancé une procédure ouverte de mise en concurrence et qu'il est donc nécessaire d'organiser la fin de la délégation, afin d'assurer la poursuite de l'activité dans le respect du principe de continuité du service public,

La Commune d'Opio, substituée par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, a confié à la SAS SUEZ EAU France, (anciennement Lyonnaise des Eaux France), par contrat de délégation d'affermage en date du 18 octobre 2007, la gestion du service public de distribution d'eau potable sur le territoire communal, pour une durée initiale de douze (12) ans.

L'échéance de ce contrat a été par la suite fixée par avenant n°7 au 31 décembre 2020, par avenant n° 9 au 30 juin 2021 puis par avenant n°10 au 31 août 2021.



Par délibération n° CC.2020.128 en date du 14 septembre 2020, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A a approuvé le recours à la concession de service public unique pour la gestion du service public de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio au terme du contrat d'affermage susvisé, soit au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Dans ce cadre, les Parties se sont rapprochées afin d'organiser la fin de la délégation, afin d'assurer la poursuite de l'activité dans le respect du principe de continuité du service public par le nouveau concessionnaire.

Le protocole, dont le projet est joint en annexe, a pour objet de définir les modalités techniques et financières de la fin de la délégation du service public d'eau potable, sur le territoire de la Commune d'Opio.

Le délégataire sortant a cessé l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio le 31 août 2021 à vingt-quatre (24) heures ; exploitation qui a été reprise le 1<sup>er</sup> septembre 2021 à zéro (0) heures sans interruption par la SAS SUEZ EAU France.

Afin d'assurer la continuité du service public, il convient de régler dans le protocole, les problématiques techniques et financières portant sur :

- La transmission des documents et informations nécessaires à la reprise de l'activité ;
- La qualification des biens affectés au service public ;
- La compensation financière liée à l'exécution partielle des travaux concessifs.

Cela engendre ainsi les flux financiers suivants :

Sommes dues par le Délégataire sortant	Travaux concessifs de déploiement d'un système de télé relève partiellement exécutés	28.060,54 € HT
	Travaux concessifs d'extension du réseau d'eau du chemin du Moulin	2.247,76 € HT
	Dépenses de renouvellement	64.430,00 €
TOTAL		94.738,30 € HT
Sommes dues par l'Autorité délégante	Rachat des 1351 compteurs	42.024,99 € HT
	Travaux concessifs de maillage et de renforcement des canalisations du quartier Cambarnier	5.831,91 € HT
TOTAL		47.856,90 € HT

En conséquence, l'Autorité délégante émettra :

- Un titre de recettes à l'encontre du Délégataire sortant, à hauteur de quatre-vingt-quatorze-mille-sept-cent-trente-huit euros et trente cents (94.738,30 €), équivalant aux sommes dues par le Délégataire sortant.

- Un mandat administratif à l'encontre du délégataire sortant, à hauteur de quarante-sept-mille-huit-cent-cinquante-six euros et quatre-vingt-dix cents (47 856,90 €), équivalant aux sommes dues par l'Autorité délégante.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le protocole de fin de contrat de concession de service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio, conclu entre la C.A.S.A et la SAS SUEZ EAU France, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole ainsi que les actes afférents à son exécution ;
- d'autoriser toutes les opérations relatives aux modalités financières découlant dudit protocole.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

**Objet de l'acte :**

Concession de Service Public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio - Protocole de fin de contrat

---

**Date de transmission de l'acte :** 18/07/2022

**Date de réception de l'accusé de réception :** 18/07/2022

---

**Numéro de l'acte :** CC\_2022\_125 ( [voir l'acte associé](#) )

**Identifiant unique de l'acte :** 006-240600585-20220711-CC\_2022\_125-DE

---

**Date de décision :** 11/07/2022

**Acte transmis par :** Corinne PAVAN-SANTAINÉ

---

**Nature de l'acte :** Délibération

**Matière de l'acte :** 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.8. Environnement